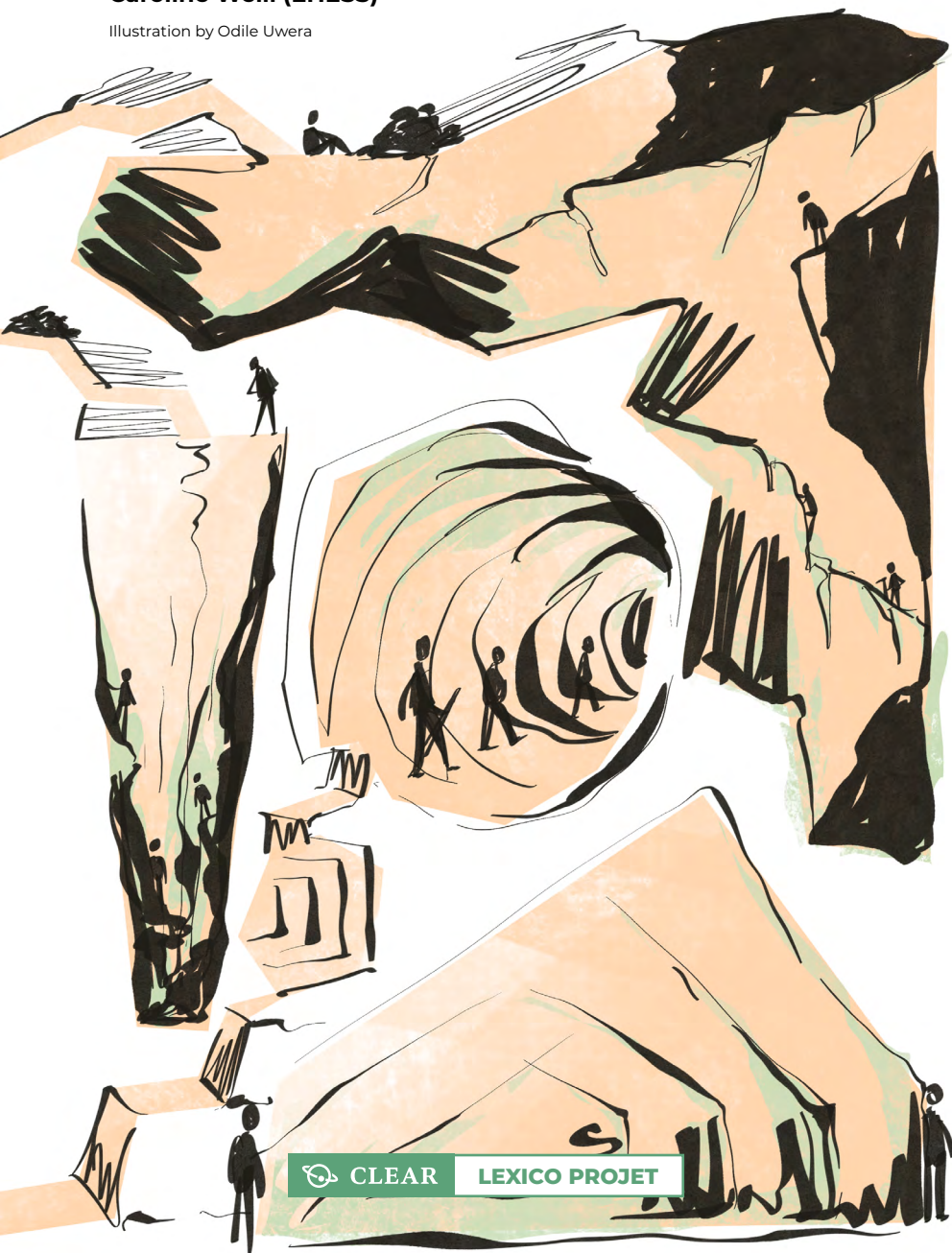


# EXTRACTIVISME

**Maria Eugenia Robles Mengoa (Université d'Antwerp)**  
**Caroline Weill (EHESS)**

Illustration by Odile Uwera



Partenaires



Avec le soutien de



## Étude commandée par la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD).

*Les opinions de l'entité organisatrice ne reflètent pas automatiquement celles du gouvernement belge, de l'ARES ou du VLIR-UOS, et ne peuvent en aucun cas être liées au gouvernement belge, l'ARES ou le VLIR-UOS.*

### LES AUTEURS

CAROLINE WEILL est doctorante en anthropologie sociale à l'EHESS. Son travail se centre sur les reconfigurations des rapports sociaux de sexe et de racialisation dans les contextes miniers (formels et informels) du sud andin péruvien, dans une perspective décoloniale et matérialiste.

MARIA EUGENIA ROBLES MENGUA est doctorante en études du développement à l'Institut de politique de développement (IOB) de l'Université d'Anvers. Ses recherches portent sur l'exploitation minière illégale de l'or en Amérique latine et en Asie (plus précisément aux Philippines), avec un accent particulier sur les dynamiques de travail, la commercialisation et les implications de genre.

### L'ILLUSTRATEUR

ODILE UWERA est une illustratrice et écrivaine basée à Kigali, au Rwanda. Son travail explore l'interconnexion entre identité individuelle et identité collective dans un monde diversifié. Elle combine images et mots dans des bandes dessinées et l'écriture de scénarios.

# EXTRACTIVISME

**Maria Eugenia Robles Mengoa et Caroline Weill**

---

Le concept d'extractivisme, issu des études d'écologie politique et décoloniales, décrit un modèle de développement fondé sur l'extraction intensive et à grande échelle de ressources naturelles, souvent exportées avec peu de transformation. Pour ceux qui le promeuvent, l'extractivisme serait inévitable car lié à la demande mondiale croissante de matières premières. Ceux qui le critiquent soulignent ses impacts socio-économiques majeurs, comme les déplacements forcés de communautés entières et la très forte dégradation environnementale, dans le cadre d'une mondialisation asymétrique. Cependant, de nombreuses études ethnographiques insistent sur l'importance de nuancer ce concept de portée globale, afin de mieux saisir les contradictions et dynamiques hétérogènes de l'extractivisme à l'échelle locale.

---

## Concept

En 2018, l'uruguayen Eduardo Gudynas définissait l'extractivisme en ces termes : « l'appropriation en grande quantité et/ou à haute intensité de ressources naturelles, dont au moins la moitié sont exportées en tant que matière première ne subissant aucune ou peu de transformation industrielle ». Il s'agit de l'extraction, l'exploitation et l'exportation de ressources non renouvelables (minerai, pétrole, gaz, agrobusiness) en tant que marchandises (*commodities*). Parfois, on inclue également les grands projets de production d'énergie qui fournissent l'électricité aux entreprises extractives.

Le concept d'extractivisme se forge au cours des années 1970 avec l'expansion des industries minières et pétrolières dans le

sous-continent latino-américain. Il s'inspire d'une part de travaux néo-marxistes, notamment avec le concept d'accumulation par dépossession de David Harvey. D'autre part, il s'inscrit dans le courant décolonial. Horacio Machado, par exemple, analyse l'extraction minière coloniale comme le creuset de développement de l'État-nation et du capitalisme moderne. Ce concept fait également écho à des travaux de dimension historique, comme l'ouvrage d'Eduardo Galeano *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, qui retrace le continuum historique d'appropriation des richesses par les pays occidentaux. Enfin, il s'intègre au courant de l'écologie politique (Merino, 2019), dans le sens où il se centre sur les conséquences socio-environnementales des activités extractives.

La littérature scientifique sur le sujet théorise deux principaux types d'extractivisme. D'un côté, le type « conservateur », mis en place par des régimes néolibéraux et où les entreprises ne sont contraintes que par les principes de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) ; et de l'autre, le type « progressiste », souvent qualifié de néo-extractivisme, mis en place par des gouvernements de gauche comme celui de Correa en Équateur ou de Morales en Bolivie. Les divergences entre les deux types d'extractivisme se situent à plusieurs niveaux : autour du rôle de l'État ; des bénéfices générés par l'extractivisme ; et des modalités de légitimation politique.

Cependant, ces deux types d'extractivisme présentent certain nombre de points communs. Dans les deux cas, ce sont les communautés locales qui subissent le gros des conséquences sociales et environnementales négatives. Citons par exemple la disparition d'écosystèmes et de biodiversité, la pollution des sols, de l'air et des eaux, et la disparition des sources d'eau (Bebbington et al, 2007 ; Naoufal 2016). Sur le plan social, l'extractivisme provoque des déplacements forcés, la rupture du tissu social, l'augmentation de la criminalité, de la prostitution, du narcotrafic et de la corruption, ainsi que l'approfondissement des inégalités socio-économiques (Downing, 2002 ; Farfan et Mamani, 2020). L'usure des pratiques démocratiques est aussi une conséquence de l'extractivisme: ces projets sont

souvent imposés sans le consentement des communautés, et le contrôle social par les entreprises transnationales favorise la mise en place d'une citoyenneté *corporate* qui déforme la démocratie locale (Gustaffson, 2012).

Que ce soit de type néolibéral ou progressiste, on retrouve les mêmes discours sur les scènes politiques et médiatiques : l'extractivisme serait inévitable car la demande globale de matières premières ne cesse d'augmenter, et leur extraction serait donc centrale aux intérêts nationaux. Ces discours ont pour conséquence de stigmatiser toute critique ou contestation des activités extractives, en les qualifiant d'anti-modernes ou d'anti-nationales. Or, le nombre de conflits ne cesse d'augmenter autour de l'extractivisme et de ses conséquences socio-environnementales : les mouvements sociaux, paysans et syndicaux, doivent alors faire face à une criminalisation protéiforme (violence policière, arrestations, poursuites pénales, assassinat contre des dirigeant.es sociaux.ales, etc).

Du fait de ces caractéristiques communes entre extractivisme néolibéral et progressiste, Maristella Svampa (2015) insiste sur l'idée d'un « paradigme extractiviste », qui constituerait un *modèle de développement*. Ce modèle contribue à une « mondialisation asymétrique », où l'exportation de matières premières à bas prix depuis le Sud global et l'importation de biens manufacturés du Nord créent une asymétrie commerciale (Svampa, 2015). Par exemple, alors que la « transition énergétique » des pays à hauts revenus se base sur des technologies « vertes » (éoliennes, véhicules électriques, etc), l'exploitation

**Maristella Svampa (2015) insiste sur l'idée d'un « paradigme extractiviste », qui constituerait un modèle de développement. Ce modèle contribue à une « mondialisation asymétrique », où l'exportation de matières premières à bas prix depuis le Sud global et l'importation de biens manufacturés du Nord créent une asymétrie commerciale.**

des ressources naturelles pour produire ces technologies augmente dans le Sud global<sup>1</sup>. Dans le même temps, l'extractivisme implique un certain nombre de distorsions pour les économies nationales latino-américaines : c'est la « malédiction des ressources » (Acosta, 2009) et le « syndrome hollandais »<sup>2</sup> (Gudynas, 2018). Face à cela, les théoricien·nes de l'extractivisme cherchent à formuler des « alternatives au développement » et des « transitions post-extractives » dans l'exploration du *Sumaq Kawsay* ou *Buen Vivir*, dans les droits de la Nature, les biens communs ou espaces de communalité, dans l'économie féministe du soin, etc.

Cependant, certain·es chercheur·ses ont critiqué ce cadre théorique de l'extractivisme. Elles soulignent qu'il ne parvient pas à capturer les nuances et spécificités de certaines formes locales d'extractivisme, comme l'exploitation aurifère artisanale (Verbrugge et Besmanos, 2016). Ce cadre critique trop généraliste risquerait de simplifier les dynamiques socio-économiques et les perspectives variées au sein des communautés engagées dans des activités extractives. L'accent mis sur les problématiques environnementales et les perceptions autochtones du monde ne prend pas assez au sérieux les besoins économiques des communautés qui recourent souvent à l'extraction minière informelle comme stratégie de subsistance (Lahiri-Dutt et Macintyre, 2006). Il est donc essentiel d'affiner ce cadre théorique par des recherches de terrain et des ethnographies concrètes, afin de mieux saisir la diversité des réalités de l'extractivisme.

## Étude de cas

Le Pérou constitue un cas emblématique pour la compréhension de l'extractivisme néolibéral (Merino, 2019), de ses effets complexes en termes socio-environnemental et économique, et des mobilisations qui s'opposent à ce modèle de développement. De nombreux chercheur·ses ont étudié la façon dont l'extractivisme

---

<sup>1</sup> L'exploitation croissante du lithium au Chili pour les batteries électriques illustre bien ce phénomène (Azócar, 2021).

<sup>2</sup> Le syndrome hollandais fait référence à la désindustrialisation des économies nationales par l'essor des prix des matières premières.

a façonné l'économie, la société et l'environnement naturel de ce pays (Bebbington *et al.* 2008, 2010; Dargent et Urteaga, 2016 ; Cisneros, 2016 ; de Echave, 2017; Merino 2019, etc).

Le gouvernement d'Alberto Fujimori (1990-2000) marque un tournant néolibéral lié aux ajustements structurels inspirés du Consensus de Washington, et axés sur la libéralisation, la privatisation et la dérégulation (Bos et Lavrard-Meyer, 2015). Ces politiques ont eu pour effet d'accroître la pression sur les ressources naturelles, positionnant le Pérou parmi les principaux exportateurs de minéral (Neyra, 2017). Selon Merino (2019), la dépendance à l'exportation des matières premières rend l'économie péruvienne vulnérable aux fluctuations des prix internationaux, ce qui limite la possibilité de diversifier l'économie en faveur d'un développement durable, et ne permet pas une redistribution équitable des bénéfices économiques du boom minier.

La principale thématique étudiée par les chercheur-ses au Pérou est la dévastation environnementale causée par l'extractivisme, et qui entraîne de nombreux conflits sociaux (Defensoría del Pueblo, 2007). Pour elleux, les conflits socio-environnementaux expriment une opposition à un modèle de développement qui, malgré les revenus qu'il génère pour l'État, tend à marginaliser les populations locales (Cisneros, 2016). Des figures comme Maxima Acuña, lauréate du prix Goldman en 2016 pour son opposition au projet Conga à Cajamarca, incarnent parfaitement cette résistance. Au Pérou, ces mobilisations ont rencontré une répression sévère, avec 289 morts et 5098 blessés dans le cadre de conflits socio-environnementaux entre 2006 et 2020 (Flores Unzaga, 2020). Les mesures répressives incluent des poursuites pénales abusives, des états d'urgence et la militarisation des territoires miniers, en particulier dans le sud andin (Weill, 2024).

On observe donc un intérêt soutenu pour la perspective des communautés locales vis-à-vis des entreprises transnationales et des conséquences socio-environnementales des méga-projets miniers. Toutefois, cette perspective n'offre qu'une vision

partielle de la réalité de l'extractivisme au Pérou, et fait l'impasse sur d'autres formes d'activité minière, comme l'activité minière

artisanale à petite échelle. De caractère plus ou moins local et informel, cette activité présente des dynamiques et des défis différents, mais avec des conséquences toute aussi profondes et multidimensionnelles.

**On observe donc un intérêt soutenu pour la perspective des communautés locales vis-à-vis des entreprises transnationales et des conséquences socio-environnementales des méga-projets miniers. Toutefois, cette perspective n'offre qu'une vision partielle de la réalité de l'extractivisme au Pérou, et fait l'impasse sur d'autres formes d'activité minière, comme l'activité minière artisanale à petite échelle.**

Pour illustrer ces dynamiques, nous étudierons deux cas provenant du sud andin péruvien : la ville minière de La Rinconada (Puno), et la province de Chumbivilcas (Cusco), où les communautés locales ont initié l'exploitation des ressources minières de leur territoire communal depuis le début de la pandémie de Covid-19 (Weill et Layme Choque, 2024).

Dans le sud andin péruvien, les communautés paysannes se tournent depuis longtemps vers l'activité minière informelle pour obtenir des revenus monétaires. Dans les villes, l'emploi formel et digne est rare, en particulier pour les personnes issues

de milieux ruraux et/ou autochtones confrontées au racisme (Bebbington *et al.*, 2008; Petrova *et al.*, 2013) ; l'éducation supérieure représente un investissement coûteux et souvent peu rentable. Dans ce contexte, l'exploitation minière informelle est une option viable : pas besoin de diplôme universitaire ni d'expérience professionnelle (Hilson et Potter, 2003 ; Verbrugge, 2015). Ainsi, à La Rinconada, la majorité des mineurs informels possède une éducation primaire, et rare sont ceux qui ont eu accès à l'éducation secondaire (Robles Mengoa et Sánchez, 2024). L'exclusion économique affecte tout particulièrement les

femmes rurales et autochtones, dont l'accès à l'éducation est en outre limitée par le sexisme (Mannarelli, 1993 ; Ames, 2013). Ainsi, de nombreuses mères célibataires trouvent dans le travail de *pallaquera* (travail féminisé dans les débris de roches extraites des tunnels à la recherche de minerai entre les décombres) une source cruciale de revenus. Les zones minières attirent également des activités comme la prostitution, qui malgré les violences de genre importantes (Lahiri-Dutt, 2011), offrent également des revenus à des femmes particulièrement vulnérables, comme les adolescentes victimes de violence domestique ou les migrantes vénézuéliennes (Weill y Layme Chocque, 2024).

L'activité minière informelle est souvent perçue comme source d'*empouvoirement* par les acteurs qui s'y engagent. A la Rinconada, le système de « *cachorro* », qui implique de travailler sans salaire fixe pendant plusieurs jours puis pendant un jour ou deux d'exploiter pour son propre bénéfice les galeries en extrayant tout l'or possible, ne garantit d'aucune façon des revenus stables. Pourtant, il est souvent préféré à un salaire versé par une entreprise, du fait de la sensation de pouvoir contrôler les fruits de leur travail (une plus grande agentivité) (Robles *et al.*, 2022) et de l'espoir d'un jour de chance où la quantité d'or extraite pour soi-même serait exceptionnelle (Geenen, 2018). A Chumbivilcas, Cabrera et Castro (2024) et Weill et Layme Chocque (2024) ont montré comment cette activité économique transforme les rapports de pouvoir entre des communautés historiquement marginalisées et l'élite locale (*hacendados*), l'État et les entreprises minières transnationales. Grâce à l'exploitation de l'or, du cuivre et de l'argent sur leurs territoires, ces communautés parviennent à réduire l'asymétrie de pouvoir et améliorent les conditions de négociation. En ce sens, l'activité minière informelle peut être comprise comme une forme de contestation contre les extractivismes globalisés (Lahiri-Dutt, 2018).

**En ce sens, l'activité minière informelle peut être comprise comme une forme de contestation contre les extractivismes globalisés**

Cependant, ces modalités d'extractivisme partagent de nombreuses caractéristiques des méga-projets miniers. L'utilisation de produits chimiques comme le mercure pour l'amalgamation de l'or pollue les sources d'eau

**Ce concept a l'avantage d'offrir un cadre d'analyse qui permet de penser la place des pays anciennement colonisés dans l'économie mondialisée. Cependant, il tend à occulter les configurations spécifiques des différents contextes miniers à l'échelle locale, et ne rend pas compte de la capacité à agir de façon autonome des populations qui prennent part à ces dynamiques.**

essentiels pour les communautés et la faune environnante : ainsi, l'activité minière à La Rinconada contribue à la pollution du Lac Titicaca (Cornejo Olarte et Pacheco Tanaka, 2009) et représente un risque important pour la santé humaine et animale. De même, l'économie minière ultra-masculinisée se développe toujours aux dépens de l'autonomie sociale et économique des femmes, reproduisant de graves niveaux de violence de genre (Weill 2020 ; Weill et Layme Choqqe, 2024). Enfin, l'isolement géographique, l'absence de régulation et la corruption sur les sites miniers formels comme informels engendrent criminalité et traite de personnes, créant un environnement où les activités illicites et la violence prospèrent (Cortés-McPherson, 2020; Hilson, 2002; Fisher, 2007; Verbrugge et Geenen, 2020; Werthmann et Gratz, 2012).

Les conséquences de l'extractivisme sont donc différenciées en fonction du type d'acteurs en présence, de l'échelle d'extraction, et du niveau d'implication de l'État. Ce concept a l'avantage d'offrir un cadre d'analyse qui permet de penser la place des pays anciennement colonisés dans l'économie mondialisée. Cependant, il tend à occulter les configurations spécifiques des différents contextes miniers à l'échelle locale, et ne rend pas compte de la capacité à agir de façon autonome des populations qui prennent part à ces dynamiques.

## Bibliographie

- Acosta, A. (2009). *La maldición de la abundancia*. Quito: CEP, Edición Abya Yala. Disponible en <https://radialistas.net/wp-content/uploads/2022/09/La-Maldicion-De-La-Abundancia-Alberto-Acosta.pdf>
- Ames, P. (2013). Educación, desarrollo y desigualdad. *Revista Peruana de Investigación Educativa*, 13(15). <https://revistas.siep.org.pe/index.php/RPIE/article/view/360>
- Azócar, R. (2021). La industria del litio en el Salar de Atacama: Trayectorias económicas, socioétnicas y ambientales. *IRP ATACAMA-SHS | Sciences humaines en territoire minier*. Consulté le 31 mai 2024, sur <https://doi.org/10.58079/d1qr>
- Bebbington, A. (Ed.). (2007). *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología política de transformaciones territoriales*. Lima: IEP-CEPES.
- Bebbington, A., Hinojosa, L., Humphreys Bebbington, D., Burneo, M. L., & Warnars, X. (2008). Contention and Ambiguity: Mining and the Possibilities of Development. *Development and Change*, 39(6), 887-914. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2008.00517.x>
- Bebbington, A. (2010). Extractive industries and stunted states: Conflict, responsibility and institutional change in the Andes. Dans R. Raman (Ed.), *Corporate Social Responsibility: Discourses, Practices and Perspectives* (pp. 97-115). Londres: Palgrave MacMillan.
- Bos, V., & Lavrard-Meyer, C. (2015). "Néo-extractivisme" minier et question sociale au Pérou. *Cahiers des Amériques latines*, (78), 29-55. <https://journals.openedition.org/cal/3501>
- Cabrera Morales, F., & Castro, C. A. (2023). De la hacienda al socavón: Mistis, gran minería y comunidades campesinas en las nuevas luchas territoriales en Colquemarca, (Cusco, Perú) c. 1969-2022. *Historia Agraria De América Latina*, 4(1), 91-109.
- Cisneros, P. (2016). Contested Territories: Mining and the Politics of Space in Peru. *Journal of Latin American Geography*, 15(1), 91-113.
- Cornejo Olarte, D. A., & Pacheco Tanaka, M. E. (2009). Contaminación de aguas y sedimentos por As, Pb y Hg de la cuenca del río Ramis, Puno - Perú. *Revista de Investigación en Ingeniería y Tecnología*, 5(4). <https://doi.org/10.26788/riepg.v5i4.13>
- Cortés-McPherson, D. (2020). Digging into the Mining Subculture: The Dynamics of Trafficking in Persons in the Artisanal and Small-Scale Gold Mining of Peru's Madre de Dios. *Resources Policy*, 68, 101784. <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2020.101784>

- Dargent, E., & Urteaga, M. (2016). Respuesta estatal por presiones externas: Los determinantes del fortalecimiento estatal frente al boom del oro en el Perú (2004-2015). *Revista de Ciencia Política*, 36(3), 255-277. <https://doi.org/10.4067/S0718-090X2016000300003>
- De Echave, J., & Diez, A. (2017). *Minería y conflicto social en el Perú*. Lima: IEP.
- Downing, T. E. (2002). *Avoiding New Poverty: Mining-Induced Displacement and Resettlement*. Mining, Minerals and Sustainable Development – International Institute for Environment and Development (IIED). Disponible sur <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/G00549.pdf>.
- Defensoría del Pueblo (2007). Informe extraordinario. Los conflictos socioambientales por actividades extractivas en el Perú. Disponible sur [https://www.defensoria.gob.pe/wp-content/uploads/2018/08/inf\\_extraordinario\\_04\\_07.pdf](https://www.defensoria.gob.pe/wp-content/uploads/2018/08/inf_extraordinario_04_07.pdf)
- Farfán, C., & Mamani, M. (2020). Dinámicas y relaciones entre la minería ilegal y la trata de personas con fines de explotación sexual: El caso de La Pampa en Madre de Dios. Un acercamiento cualitativo. Lima: CIES. Disponible sur <https://cies.org.pe/wp-content/uploads/2022/09/Percepciones-de-involucrados-en-la-lucha-contra-la-trata-Madre-de-Dios.pdf>
- Fisher, E. (2007). Occupying the Margins: Labour Integration and Social Exclusion in Artisanal Mining in Tanzania. *Development and Change*, 38(4), 735-760. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2007.00431.x>
- Flores Unzaga, C. (2016). *Conviviendo con la minería en el sur andino. Experiencias de las mesas de diálogo y desarrollo de Espinar, Cotabambas y Chamaca*. Lima: CooperAccion.
- Galeano, E. (1981). *Las venas abiertas de América Latina*. Plon.
- Geenen, S. (2018). Underground dreams: Uncertainty, risk and anticipation in the gold production network. *Geoforum*, 91, 30-38. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.02.019>
- Gudynas, E. (2018). Extractivisms. Tendencias and consequences. En R. Munck & R. Delgado Wise (Eds.), *Reframing Latin American Development*. Routledge. Disponible sur <http://gudynas.com/wp-content/uploads/GudynasExtractivismsTendenciasConsequences18.pdf>
- Gustafsson, M.-T. (2012). Corporations as governors – Reconstitution of Social Citizenship in Peruvian Mining Regions [communication scientifique]. *Conférence Governance, Democracy and Citizenship*, Southampton University.
- Harvey, D. (2004). The 'new' imperialism: Accumulation by dispossession. *Actuel Marx*, 35(1), 71-90.

- Hilson, G. (2002). Small-scale mining and its socio-economic impact in developing countries. *Natural Resources Forum*, 26(1), 3-13. <https://doi.org/10.1111/1477-8947.00002>
- Hilson, G., & Potter, C. (2003). Why Is Illegal Gold Mining Activity so Ubiquitous in Rural Ghana? *African Development Review*, 15(2-3), 237-270. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8268.2003.00073.x>
- Lahiri-Dutt, K., & Macintyre, M. (Eds.). (2006). *Women miners in developing countries: Pit women and others*. Burlington, VT: Ashgate.
- Lahiri-Dutt, K. (2011). Digging women: Towards a new agenda for feminist critiques of mining. *Gender, Place & Culture*, 19(2), 193-212. <https://doi.org/10.1080/0966369X.2011.572433>
- (2018). Extractive peasants: Reframing informal artisanal and small-scale mining debates. *Third World Quarterly*, 39(8), 1561-1582.
- Machado, H. (2018). *Potosí, el origen. Genealogía de la minería contemporánea*. Lima: Programa Democracia y Transformación Global – Derechos Humanos Sin Fronteras.
- Mannarelli, M. E. (1993). *Pecados públicos. La ilegitimidad en Lima, siglo XVII*. Lima: Flora Tristán.
- Merino, R. (2019). The cynical state: Forging extractivism, neoliberalism and development in governmental spaces. *Third World Quarterly*. <https://doi.org/10>
- Naoufal, N. (2016). Connexions entre la justice environnementale, l'écologie populaire et l'écocitoyenneté. *Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement*, 16(1). <https://doi.org/10.4000/vertigo.17053>
- Neyra, R. (2017). Extractivismo y conflictos socioambientales en el Perú. Dans Alimonda H. et al. (éds) *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica Vol II*, 159-176. Disponible sur [https://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/gt/20171030104749/GT\\_Ecologia\\_politica\\_Tomo\\_II.pdf](https://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/gt/20171030104749/GT_Ecologia_politica_Tomo_II.pdf)
- Petrova, S., & Marinova, D. (2013). Social impacts of mining: Changes within the local social landscape. *Rural Society*, 22(2), 153-165. <https://doi.org/10.5172/rsj.2013.22.2.153>
- Robles, M. E., Verbrugge, B., & Geenen, S. (2022). Does formalization make a difference in artisanal and small-scale gold mining (ASGM)? Insights from the Philippines. *IOB Working Papers*, 2022.05, Institute of Development Policy (IOB), Université d'Antwerp. Disponible en <https://ideas.repec.org/p/iob/wpaper/2022.05.html>
- Robles Mengoa, M. E., & Sánchez. (2024). Miners' endurance in informal gold mining: The extreme case of La Rinconada, Peru. *Discussion paper* (n.º 03). Institute of Development Policy (IOB), Université d'Antwerp.

- Svampa, M. (2015). Commodities Consensus: Neoextractivism and Enclosure of the Commons in Latin America. *The South Atlantic Quarterly*, 114(1). <https://doi.org/10.1215/00382876-2831290>
- Verbrugge, B. (2015). Undermining the State? Informal Mining and Trajectories of State Formation in Eastern Mindanao, Philippines. *Critical Asian Studies*, 47(2), 177-199.
- Verbrugge, B., & Besamanos, B. (2016). Formalizing artisanal and small-scale mining: Whither the workforce? *Resources Policy*, 47, 134-141.
- Verbrugge, B., & Geenen, S. (2020). *Global Gold Production Touching Ground: Expansion, Informalization, and Technological Innovation*. Palgrave Macmillan.
- Weill, C. (2020). 'El dinero, machista lo vuelve al varón': Conflictos, separaciones y reconfiguraciones de las relaciones de género bajo la influencia de los proyectos mineros en Espinar (Perú). Mémoire de master sous la direction de Monique Selim, Paris: EHESS.
- (2024). Les révoltes de 2023 au prisme du néolibéralisme autoritaire et du racisme structurel dans les territoires miniers du sud andin. *Amérique Latine. Politique, Sociétés, Histoire*, à paraître.
- Weill, C., & Layme Choquette, Y. (2024). Boom minero, transformaciones socioeconómicas y relaciones de género en Colquemarca, Chumbivilcas (Cusco), Perú: El problema agrario en debate. *SEPIA XX*, Lima : SEPIA, à paraître.
- Werthmann, K., & Grätz, T. (Eds.). (2012). *Mining Frontiers in Africa: Anthropological and Historical Perspectives*. Köln: Rüdiger Köppe Verlag.